




Un exemple de politique publique à Madagascar

Suzelin Ratohiarijaona, Directeur de
l'appui à l'organisation des producteurs –
Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la
Pêche (MAEP)



La politique agricole du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)

- Priorité au développement rural
- Sécurité alimentaire
- Relance de la production
- Passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché



La politique de relance de la production

Son objectif

Contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'augmentation des revenus agricoles

Les moyens

- Promouvoir l'adoption de techniques agricoles améliorées
- Faciliter l'accès au crédit
- Faciliter l'accès aux intrants
- Faciliter l'accès aux services de conseil



La Stratégie nationale pour la microfinance

- Améliorer le cadre légal
- Professionnaliser les IMF
- Accompagner la structuration du secteur



Un exemple de politique publique à Madagascar : l'Opération d'appui au crédit intrants (OACI)

Son objectif

Permettre un accroissement rapide des rendements des principales cultures (notamment du riz) en vue d'une augmentation significative de la production nationale

Avec la volonté que les producteurs en soient les bénéficiaires finaux

Opération initiée en 2004, reconduite en 2005, dont la reconduction est souhaitée en 2008



Le principe

L'Etat

- prend en charge une partie du taux d'intérêt des crédits pour l'acquisition d'intrants
- finance le conseil technique permettant la bonne utilisation des intrants



La démarche :

Contractualisation entre l'Etat et le secteur privé (IMF, OP, distributeurs d'intrants, prestataires de conseils)

➤ **Partenariat Public-Privé**

Mécanisme :

- Appel à propositions
- Mise en œuvre
- Suivi et évaluation



Résultats :

- Amélioration de l'accès des producteurs au crédit et accroissement de la demande de crédits
- Augmentation de l'utilisation d'intrants agricoles
- Meilleure utilisation des intrants grâce à un conseil technique adapté
- Augmentation du rendement et de la production agricole
- Renforcement des partenariats entre les différents acteurs

Nb. Pas d'étude d'impacts encore réalisée à ce jour



Les conditions du succès passent par :

- Un effort de communication et d'information important
- Une vigilance sur l'adéquation entre le calendrier de production et la disponibilité du crédit
- Une attention particulière pour le suivi sur le terrain
- Une invitation à toutes les IMF à s'investir dans ce dispositif de bonification d'intérêt
- Un élargissement de la bonification d'intérêt à d'autres facteurs productions
- Un soutien des partenaires techniques et financiers



Certaines des options retenues pour cette action font encore débat entre le MAEP et ses partenaires techniques et financiers